



Intervention Roger Nasnas
Président du Conseil Economique et Social du Liban

A la conférence de l' AICESIS sur

La nature, les causes, les implications et les effets de
l'immigration dans les différents pays d'accueil, de transit et
d'origine.

Bucarest 16-17 juin 2016

Monsieur le Président,

Mesdames et Messieurs,

Chers collègues et amis

C'est avec beaucoup d'émotion mais aussi avec une grande solidarité que je me trouve aujourd'hui à Bucarest lieu de rencontre des civilisations, de démocratie et de dialogue. Ici même, au Comité Economique et social Roumain point de repère de la société civile des pays de l'Est mais aussi important artisan de rapprochement entre la société civile des pays de l'Est et de l'Ouest de l'Europe et je salue son président et ses membres pour leur initiative en collaboration avec l'AICESIS de tenir cette conférence internationale sur le sujet extrêmement critique de la guerre, de l'exil et de l'émigration forcée. Vous consolidez la foi dans la solidarité de la société civile et son aspiration vers un futur meilleur, vers une paix sociale ou son rôle y est déterminant.

Mesdames et Messieurs,

Nous vivons certes des moments très difficiles :les attentats, les migrants et leur souffrance, les difficultés du peuple hôte. Je ne le sais que trop bien compte tenu de ce que vis le Liban.

Et en guise d'introduction, Je voudrais mettre le cadre général d'un éventuel apport des migrants en Europe; des bonnes pratiques de l'accueil; et de l'importance de la formation professionnelle dans le phénomène d'intégration.

1 – La région affronte aujourd'hui un des plus grands défis de son histoire, depuis la seconde guerre mondiale, avec le déplacement des populations qui fuient une guerre d'extermination dans leurs pays, et ils sont de plus en plus nombreux. Des 16 foyers de guerres et de troubles dans le monde, huit sont dans la région euro-méditerranéenne qui subit malheureusement leurs lourdes conséquences.

La source majeure d'émigration est devenue la Syrie 7.5 millions de réfugiés. Elle a dépassé l'Afghanistan 4.5 millions. Viennent ensuite la Lybie, l'Iraque, la Somalie et le Soudan.

Jusqu'au mois dernier l'émigration syrienne en Europe avait atteint 900 mille individus. 1.8 million vivent en Turquie, 1.7 million au Liban, 700 mille en Jordanie, 250 mille en Iraque, 130 mille en Egypte, et 1.2 million dans les autres pays arabes. Sur une population de 22 million d'habitants, on estime qu'au mieux la moitié vit encore chez soi.

2 – Le drame de la migration a suscité dans la population les mouvements les plus divers, depuis la plus grande générosité et le partage des moyens, jusqu'à la fermeture des frontières, la pose des barbelés et l'usage de la force pour repousser les assaillants.

3 – Cela ouvre la voie à deux considérations, celle des limites et celle des moyens.

Combien peut supporter un pays ? Le Liban dont la population est de 4 millions d'habitants a été obligé d'accueillir 1,500,000 réfugiés syriens, en plus des 500,000 palestiniens toujours dans les camps, et d'un nombre d'Iraquiens qui ont voulu se réfugier au Liban, soit plus de 40% de sa population.

D'après la banque mondiale et l'organisation internationale du travail avant l'entrée des réfugiés syriens le taux de chômage au Liban était de 10,30% en 2011 et il a évolué d'une façon progressive pour atteindre 30%. Car de 1.500.000 ressortissants syriens se trouvant au Liban 600.000 sont de la main d'œuvre concurrençant la main d'œuvre libanaise.

Financièrement entre 2011 et 2013 les couts au Liban dus a la crise syrienne, étaient de 4,7 milliards dollars aujourd'hui elles ont atteints 10 a 15 milliards dollars et les institutions internationales doivent contribuer fortement et d'une façon plus concrète.

De plus, plus de de 300.000 élèves syriens ont été accueillis dans les écoles publiques soit plus que le nombre des élèves libanais.

-Près de 1.750.000 personnes sont tombés au-dessous du seuil de pauvreté (moins de \$4 par jour) aux dernières estimations de l'Administration Centrale de la Statistique.

Quant à ses moyens, Depuis 2011 le Liban n'a reçu quasi aucune aide, hormis les aides symboliques directes aux réfugiés, ou affectés directement à leur objet, tels 100 millions de dollars en 2015 à l'éducation. Le Liban dépense plusieurs milliards par an pour entretenir la population déplacée. Cette dépense couvre entre autre la fréquentation des mêmes écoles publiques, les soins dans les mêmes hôpitaux, l'utilisation des espaces rendus disponibles pour accueillir les réfugiés, et l'assistance publique et privée pour leur subsistance.

Il est vrai que certains programmes contribuent directement auprès des réfugiés, tels le PAM, le Programme Alimentaire Mondial, mais leur budget s'étirole comme une peau de chagrin ; en dernier lieu il est tombé à 15 dollars par personne et par mois.

En conséquent, le Liban ne peut continuer à supporter seul le flot d'immigrants constituant plus de 35% de sa population et nous attendons des Nations Unies et des forces internationales une implication plus importante avant que ceci ne s'amplifie

avec ses conséquences pour le Liban et la région, le Liban refusant catégoriquement leur implantation.

4 – Puisqu'il est inhumain de s'opposer au mouvement migratoire généré par la guerre, faut-il laisser aux réfugiés le choix de leurs destinations et faciliter leur intégration future.

L'essentiel du problème est là.

En contrepartie il est indispensable de financer ce mouvement, de prendre conscience de ce que coûte l'assimilation d'une population entièrement démunie et sans ressources, et le prendre en charge par la communauté internationale. Il y aurait ceux qui accueillent les réfugiés selon leur gré, et ceux qui apportent leur soutien financier en lieu et place d'affronter eux-mêmes les coûts d'hébergement et/ou d'assimilation.

Ici se pose le problème crucial de l'emploi. Il est évident que la formation va occuper une grande place dans le projet d'assimilation ; il faut en parler ; mais il existe en Europe, et plus encore au Sud de la Méditerranée un problème systémique : avant l'arrivée des réfugiés il y avait déjà partout un chômage à deux chiffres.

Ce chômage est la pierre d'achoppement d'une politique de soutien aux immigrés, et d'une politique de développement tout court C'est le rôle des CES et des institutions similaires de conseiller nos dirigeants quant aux moyens d'affronter le

chômage, de retrouver la croissance, et de pouvoir planifier un programme plus humain pour amortir les dérives politiques et sécuritaires qui endeuillent le monde et c'est pour cette raison que, convaincu de ce rôle et de l'importance de rapprocher les points de vue économiques et sociaux, par le dialogue constructif, pragmatique et technique des sociétés civiles, nous avons la constitution de l'association des CES Arabes, et promouvoir l'idée du CES Méditerranéen, regroupant l'ensemble des CES euro-méditerranéens.

Et je souhaiterais que dans les conclusions de cette conférence soient mentionnés :

- 1) la nécessité de distinguer entre réfugiés et migrants
- 2) l'appel à la Paix
- 3) une plus grande solidarité de l'Union européenne et des autres pays du monde vis-à-vis du Liban et de la Jordanie, tant morale que financière
- 4) l'appui à la mise en place du CES Méditerranéen

=====